



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/C.3/43/L.38
9 novembre 1988

ORIGINAL : FRANCAIS

Quarante-troisième session
TROISIEME COMMISSION
Point 105 de l'ordre du jour

NOUVEL ORDRE HUMANITAIRE INTERNATIONAL

Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Bénin, Costa Rica, Côte d'Ivoire,
France, Japon, Jordanie, Luxembourg, Népal, Niger, Philippines,
Portugal, République centrafricaine, Tchad et Zaïre : projet de
résolution

Assistance humanitaire aux victimes des catastrophes naturelles
et d'autres situations d'urgence

L'Assemblée générale,

Rappelant l'un des buts de la Charte des Nations Unies visant à réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire et en développant et encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Réaffirmant la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité nationale des Etats et reconnaissant que c'est à chaque Etat qu'il incombe au premier chef de prendre soin des victimes de catastrophes naturelles et d'autres situations d'urgence se produisant sur son territoire,

Profondément préoccupée par les souffrances des victimes de catastrophes naturelles et d'autres situations d'urgence, par les pertes en vies humaines, les destructions de biens et les déplacements massifs de populations qui en résultent,

Ayant présent à l'esprit que les catastrophes naturelles et autres situations d'urgence ont des conséquences graves sur les plans économique et social pour tous les pays touchés,

Souhaitant que la communauté internationale puisse répondre rapidement et efficacement aux appels de l'assistance humanitaire d'urgence lancés notamment par l'intermédiaire du Secrétaire général,

Consciente de l'importance que revêt l'assistance humanitaire pour les victimes de catastrophes naturelles et d'autres situations d'urgence,

Reconnaissant que la communauté internationale apporte une contribution essentielle au soutien et à la protection de ces victimes, menacées dans leur droit à la vie et leur droit au meilleur état de santé physique et mentale qu'elles soient capables d'atteindre, reconnus par la Déclaration universelle des droits de l'homme 1/ et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme 2/,

Considérant que le fait de laisser les victimes de catastrophes naturelles et d'autres situations d'urgence sans assistance humanitaire représente une menace à la vie humaine et une atteinte à la dignité de l'homme,

Préoccupée par les difficultés que peuvent rencontrer les victimes de catastrophes naturelles et d'autres situations d'urgence pour recevoir une assistance humanitaire,

Convaincue que, dans la mise en oeuvre de l'assistance humanitaire, en particulier dans l'apport de nourriture, de médicaments et de soins médicaux, pour lesquels l'accès aux victimes est indispensable, la rapidité permet d'éviter que le nombre de ces victimes ne s'accroisse tragiquement,

Consciente qu'à côté de l'action des gouvernements et des organisations intergouvernementales, la rapidité et l'efficacité de cette assistance reposent souvent sur le concours et l'aide d'organisations locales et d'organisations non gouvernementales agissant dans un but strictement humanitaire,

Rappelant que dans les cas de catastrophes naturelles et d'autres situations d'urgence, les principes d'humanité, de neutralité et d'impartialité doivent prévaloir sur toutes autres considérations et s'imposer à tous ceux qui dispensent une assistance humanitaire,

1. Réaffirme l'importance de l'assistance humanitaire pour les victimes de catastrophes naturelles et d'autres situations d'urgence;

2. Souligne que les catastrophes naturelles et autres situations d'urgence peuvent affecter le droit à la vie des victimes ainsi que leur droit au meilleur état de santé physique et mentale qu'elles soient capables d'atteindre, reconnus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme;

3. Réaffirme la souveraineté des Etats et le rôle premier qui leur revient dans l'organisation, la coordination et la mise en oeuvre de l'assistance humanitaire;

1/ Résolution 217 A (III).

2/ Résolution 2200 A (XXI).

4. Souligne la contribution essentielle qu'apportent à l'assistance humanitaire des organisations intergouvernementales et non gouvernementales agissant dans un but strictement humanitaire;

5. Invite tous les Etats touchés à faciliter la mise en oeuvre par lesdites organisations de l'assistance humanitaire, notamment l'apport de nourriture, de médicaments et de soins médicaux, pour lesquels l'accès aux victimes est indispensable;

6. Lance un appel, en conséquence, à tous les Etats pour qu'ils apportent leur appui auxdites organisations dans leur action d'assistance humanitaire aux victimes de catastrophes naturelles et d'autres situations d'urgence;

7. Prie instamment les Etats situés à proximité de zones victimes de catastrophes naturelles et d'autres situations d'urgence, particulièrement dans le cas de régions difficiles d'accès, de collaborer étroitement aux efforts de coordination internationale de l'assistance humanitaire en vue d'autoriser le transit de l'aide internationale vers les zones sinistrées;

8. Demande à toutes les organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales compétentes en matière d'assistance humanitaire de coopérer le plus étroitement possible à la coordination de l'aide avec le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe ou tout mécanisme ad hoc mis en place par le Secrétaire général;

9. Prie le Secrétaire général de recueillir les vues des gouvernements et des organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales sur la possibilité de renforcer l'efficacité des mécanismes internationaux et d'accroître la rapidité des secours dans les meilleures conditions pour les victimes des catastrophes naturelles et d'autres situations d'urgence, et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa quarante-quatrième session;

10. Décide de considérer cette question à sa quarante-quatrième session.
